

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 9 novembre 2004

établissant un formulaire standard pour les demandes d'aide judiciaire en application de la directive 2003/8/CE visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires

[notifiée sous le numéro C(2004) 4285]

(2004/844/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires⁽¹⁾, et en particulier son article 16, paragraphe 1,

après consultation du comité consultatif institué par l'article 17, paragraphe 1, de la directive 2003/8/CE,

considérant ce qui suit:

- (1) En vertu de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 2003/8/CE, la Commission doit établir un formulaire standard pour les demandes d'aide judiciaire et pour la transmission de ces demandes.
- (2) Le formulaire standard pour la transmission des demandes d'aide judiciaire entre autorités judiciaires des États membres a été établi par la décision C(2003) 1829 de la Commission⁽²⁾.
- (3) Le formulaire standard de demande d'aide judiciaire en tant que tel doit être établi au plus tard le 30 novembre 2004 en vertu de l'article 16, paragraphe 2, deuxième

alinéa de la directive 2003/8/CE. La présente décision établit donc ce formulaire.

- (4) Conformément aux articles 1^{er} et 2 du protocole relatif à la position du Danemark annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne, le Danemark n'est pas lié par la directive 2003/8/CE et n'est donc ni lié ni soumis à l'application de la présente décision,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le formulaire standard pour la présentation des demandes d'aide judiciaire prévu par la directive 2003/8/CE est défini à l'annexe.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 9 novembre 2004.

Par la Commission

António VITORINO

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 26 du 31.1.2003, p. 41.

⁽²⁾ Décision non encore publiée au Journal officiel.

ANNEXE

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE JUDICIAIRE DANS UN AUTRE ÉTAT MEMBRE DE L'UNION EUROPÉENNE

INSTRUCTIONS

1. Avant de remplir le formulaire, veuillez lire attentivement ces instructions.
2. Tous les renseignements demandés doivent être fournis.
3. La fourniture d'informations imprécises, erronées ou incomplètes peut retarder le traitement de votre demande.
4. La communication d'informations fausses ou incomplètes peut avoir de sérieuses conséquences sur le plan judiciaire: rejet de la demande d'aide, poursuites pénales, etc.
5. Veuillez joindre toutes les pièces justificatives.
6. Veuillez noter que la présentation de la présente demande n'affecte pas les délais applicables pour engager une procédure judiciaire ou former un recours.
7. Veuillez dater et signer le formulaire après l'avoir rempli puis l'adresser à l'autorité compétente suivante:

- 7.a. Vous pouvez choisir d'adresser votre demande à l'autorité compétente expéditrice de l'État membre dans lequel vous résidez. Celle-ci la transmettra à l'autorité compétente de l'État membre pertinent. Si tel est votre choix, veuillez indiquer:

Nom de l'autorité compétente de votre État membre de résidence:

.....

Adresse:

.....

Téléphone/Télécopieur/Courrier électronique:

.....

- 7.b. Vous pouvez choisir d'adresser votre demande à l'autorité compétente d'un autre État membre, si vous êtes certain(e) de sa compétence en la matière. Si tel est votre choix, veuillez indiquer:

Nom de l'autorité:

.....

Adresse:

.....

Téléphone/Télécopieur/Courrier électronique:

.....

Pouvez-vous comprendre la langue officielle ou une des langues officielles de ce pays?

OUI NON

Dans la négative, en quelle langue est-il possible de communiquer avec vous aux fins de l'aide judiciaire?

.....

.....

A. Renseignements concernant le demandeur de l'aide judiciaire

A.1. Sexe: Masculin Féminin

Nom et prénom (ou, le cas échéant, raison sociale):

.....

.....

Date et lieu de naissance:

Nationalité:

Numéro de la carte d'identité:

Adresse:

.....

Téléphone:

Télécopieur:

Courrier électronique:

A.2. Le cas échéant, renseignements concernant la personne représentant le demandeur si celui-ci est mineur ou incapable:

Nom et prénom:

.....

Adresse:

.....

Téléphone:

Télécopieur:

Courrier électronique:

A.3. Le cas échéant, renseignements concernant le représentant légal du demandeur (avocat, agent, etc.):

dans l'État membre de résidence du demandeur:

Nom et prénom:

Adresse:

.....

Téléphone:

Télécopieur:

Courrier électronique:

dans l'État membre où l'aide judiciaire doit être accordée:

Nom et prénom:

Adresse:

.....

Téléphone:

Télécopieur:

Courrier électronique:

B. Renseignements concernant le litige pour lequel l'aide est demandée

Veillez joindre des copies de toutes les pièces justificatives

B.1. Nature du litige (divorce, garde d'enfant, emploi, litige commercial, de consommation, etc.):

.....
.....
.....

B.2. Montant du litige, si celui-ci peut être exprimé en termes monétaires. Veuillez préciser la monnaie:

.....

B.3. Description des circonstances du litige. Mentionner la date et le lieu des faits en cause et l'existence éventuelle d'éléments de preuve (témoins, etc.):

.....
.....

C. Renseignements concernant la procédure

Veillez joindre des copies des pièces justificatives.

C.1. Êtes-vous demandeur ou défendeur?

.....

Décrivez votre réclamation ou la réclamation dont vous faites l'objet:

.....
.....
.....

Nom et coordonnées de la partie adverse:

.....
.....

C.2. Le cas échéant, raisons particulières pour lesquelles vous souhaitez une prise en compte rapide de votre demande, par exemple délais impératifs à observer pour engager une procédure:

.....
.....

C.3. Demandez-vous une aide judiciaire totale ou partielle?

Si vous demandez une aide judiciaire partielle, précisez ce qu'elle doit couvrir:

.....
.....

C.4. Vous souhaitez une aide judiciaire pour obtenir:

- un conseil précontentieux
- une assistance (conseil et/ou représentation) dans le cadre d'une procédure extrajudiciaire
- une assistance (conseil et/ou représentation) dans le cadre d'une procédure judiciaire
- une assistance (conseil et/ou représentation) dans le cadre d'un procès en cours. Dans l'affirmative, veuillez préciser:

— le numéro d'enregistrement:

— les dates d'audience:

— le nom de la juridiction:

.....

— l'adresse de la juridiction:

.....

- obtenir conseil et/ou représentation dans le cadre d'un litige portant sur une décision déjà prise par une autorité judiciaire. Dans l'affirmative, précisez:

— les nom et adresse de l'autorité judiciaire:

.....

— la date de la décision:

.....

— la nature du litige: Recours contre la décision

Exécution forcée de la décision

C.5. Précisez quels sont les coûts supplémentaires que vous prévoyez en raison de la nature transfrontalière du litige (traductions, frais de déplacement, etc.):

.....
.....
.....

C.6. Disposez-vous d'une forme d'assurance ou d'autres droits et facilités susceptibles de couvrir tout ou partie des frais judiciaires? Dans l'affirmative, précisez:

.....
.....
.....

D. Situation de famille

Combien de personnes vivent sous votre toit?

.....

Veillez préciser leur relation avec vous (le demandeur):

Nom et prénom	Relation avec le demandeur	Date de naissance (si enfant)	Cette personne dépend-elle financièrement du demandeur?	Le demandeur dépend-il financièrement de cette personne?
			oui/non	oui/non

Y a-t-il une personne financièrement à votre charge et qui ne vit pas sous votre toit? Dans l'affirmative, précisez:

Nom et prénom	Relation avec le demandeur	Date de naissance (si enfant)

Y a-t-il une personne dont vous dépendez financièrement et qui ne vit pas sous votre toit?

Dans l'affirmative, précisez:

Nom et prénom	Relation avec le demandeur

E. Renseignements financiers

Veillez fournir tous les renseignements demandés concernant vous-même (I), votre conjoint ou partenaire (II), toute personne financièrement à votre charge et qui habite avec vous (III) ou toute personne dont vous dépendez financièrement et qui habite avec vous (IV).

Si vous recevez des ressources financières autres qu'une pension alimentaire d'une personne dont vous dépendez financièrement et qui n'habite pas avec vous, mentionnez ces ressources sous le titre «autres revenus» en E.1.

Si vous fournissez des ressources financières autres qu'une pension alimentaire à une personne qui est financièrement à votre charge et qui n'habite pas avec vous, mentionnez ces ressources sous le titre «autres dépenses» en E.3.

Des pièces justificatives doivent être fournies: déclaration d'impôt sur le revenu, attestation de prestations servies par l'État, etc.

En complétant les tableaux ci-dessous, veuillez préciser en quelle monnaie sont exprimés les montants.

E.1. Revenu mensuel moyen	I. Demandeur	II. Conjoint ou partenaire	III. Personnes à la charge du demandeur	IV. Personnes ayant le demandeur à leur charge
— Salaires:				
— Profits commerciaux:				
— Retraites:				
— Pension alimentaire:				
— Prestations d'État:				
Veuillez préciser:				
1. Allocations familiales et de logement				
2. Allocations chômage et prestations sociales:				
— Revenus du capital (biens mobiliers, immobilier):				
— Autres revenus:				
TOTAL:				

E.2. Montant du patrimoine	I. Demandeur	II. Conjoint ou partenaire	III. Personnes à la charge du demandeur	IV. Personnes ayant le demandeur à leur charge
— Bien immobilier servant de résidence principale:				
— Autres biens immobiliers:				
— Terrains:				
— Épargne:				
— Actions:				
— Véhicules à moteur:				
— Autres actifs:				
TOTAL:				

E.3. Dépenses mensuelles	I. Demandeur	II. Conjoint ou partenaire	III. Personnes à la charge du demandeur	IV. Personnes ayant le demandeur à leur charge
— Impôt sur le revenu:				
— Cotisations sociales:				
— Impôts locaux:				
— Remboursement de prêt immobilier:				
— Frais de loyer, de logement:				
— Frais scolaires:				
— Frais de garde d'enfants:				
— Paiement de dettes:				
— Remboursement de prêts:				
— Allocation versée à un tiers en vertu d'une obligation légale:				
— Autres dépenses:				
TOTAL:				

Je déclare sur l'honneur que les informations fournies sont exactes et complètes et je m'engage à communiquer sans délai à l'autorité traitant ma demande tout changement dans ma situation financière.

Date et lieu:

Signature:

.....